

## Résumé à l'attention des organisateurs/-trices du congrès ASTEE, Nice, 2023

### « Le gaspillage alimentaire dans les villes : une approche de métabolisme urbain pour éclairer les politiques publiques »

Soumis par Barbara Redlingshöfer (UMR SADAPT, INRAE)

Depuis une décennie, des efforts croissants sont consacrés au développement de méthodes et de données pour quantifier le gaspillage alimentaire au niveau des nations, des secteurs économiques ou des entreprises (Hanson et al., 2016). Bien que sa réduction soit une priorité de l'agenda politique des villes, à l'instar de celles réunies au sein du Pacte de Milan sur les politiques alimentaires urbaines (2015), les quantités de nourriture gaspillée dans une ville restent largement inconnue, négligées par la recherche (Goldstein et al., 2017). En raison de quantités élevées signalées dans les secteurs proches de la consommation (Stenmarck et al., 2016), nous considérons que les villes, en tant que lieu géographique où la population est concentrée, sont particulièrement confrontées au problème. Pour réduire le gaspillage alimentaire, de nombreuses villes développent des politiques qui s'ajoutent à un cadre politique existant au niveau national.

L'objectif de cette communication est d'apporter des réponses à une double question : Premièrement, quelle méthode, quel concept et quelles données sont nécessaires pour caractériser et quantifier le gaspillage alimentaire au niveau d'une ville et déterminer son origine et sa destination ? Deuxièmement, quels sont les instruments politiques et les groupes cibles qui caractérisent les politiques françaises de réduction du gaspillage alimentaire, à différents niveaux ?

Sur la base d'une analyse de flux de matières, nous avons réalisé une première quantification des flux alimentaires et des gaspillages et déchets alimentaires associés pour Paris Petite Couronne et la région Île-de-France. Ce travail a été mené dans le cadre d'une thèse en écologie territoriale (Bucllet et al., 2019) financée par INRAE (agent en poste) et encadrée par Sabine Barles (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne) et Helga Weisz (PIK, Université Humboldt Berlin). En nous inspirant de la méthode de comptabilité des flux de matières d'EUROSTAT (Eurostat, 2018), nous avons conceptualisé le gaspillage et les déchets alimentaires, élaboré une méthode de quantification et compilé divers jeux de données jusqu'à présent inutilisés dans les études sur le métabolisme. En ce qui concerne la partie politique, nous avons analysé 23 documents politiques relatifs à l'étude de cas, Paris Île-de-France, choisie pour cette recherche.

Globalement, les résultats obtenus pour l'année 2014 montrent que les déchets alimentaires représentent 20% de l'approvisionnement alimentaire de la population, hors boisson. De plus, moins de 10% des déchets alimentaires ont été collectés séparément des autres déchets et recyclés. L'étape de la consommation représente à elle seule une part importante des déchets alimentaires issus de la consommation à domicile et hors domicile. Une partie de ces déchets alimentaires sont du gaspillage et pourrait être évitée, car il s'agissait initialement d'aliments qui auraient pu être sauvés et utilisés pour la consommation humaine, s'ils avaient été traités différemment. L'analyse des politiques montre que les politiques actuelles de réduction du gaspillage alimentaire se concentrent sur trois piliers : la sensibilisation et la communication aux consommateurs au niveau individuel ; le don

alimentaire par les entreprises ; la collecte des déchets alimentaires et leur traitement organique comme biodéchets. Ces politiques ne tiennent compte ni des caractéristiques systémiques du métabolisme alimentaire urbain, ni de l'interconnexion entre aliment et déchet, ni encore des multiples déterminants de l'origine du gaspillage.

Bien que de meilleures données, par exemple dans le secteur des déchets des entreprises, soient nécessaires pour améliorer la quantification du gaspillage alimentaire, les villes peuvent d'ores et déjà utiliser les résultats quantitatifs et revoir les politiques dont elles sont responsables afin de renforcer leur intervention envers la réduction du gaspillage et suivre les progrès au fil du temps.

Mots clés : gaspillage alimentaire ; déchets ; métabolisme ; ville ; politiques publiques